

REPUBLIQUE DE GUINEE



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET L'HYGIÈNE PUBLIQUE

DIRECTION NATIONALE DE LA SANTE FAMILIALE ET DE LA NUTRITION

TERMES DE RÉFÉRENCE

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR LA REVISION
DES DIRECTIVES DE LA SURVEILLANCE DES DECES MATERNELS,
PERINATALS ET RIPOSTE EN GUINEE**

Mars 2025

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Guinée a fait des progrès dans la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile cependant les indicateurs restent encore préoccupants : le ratio de mortalité maternelle est de 550 décès pour 100 000 naissances vivantes (MICS 2016) ; le taux de mortalité néonatale de 32 pour 1000 NV ; l'indice synthétique de fécondité est de 4,8¹ (EDS 2018) ; le quotient de mortalité néonatale de 20 pour 1000 naissances vivantes². Le taux de mortalité infantile est de 111 pour 1000 NV³ ; la Prévalence contraceptive 13,5%⁴. Le pourcentage de femmes ayant effectué les 4 visites recommandées ou plus, pour des soins prénatals, après avoir augmenté entre 2005 et 2012 (49 % à 57 %) a diminué et n'est plus que de 35 % en 2018. La proportion d'accouchements assistés par un personnel qualifié est de 55%. Ces chiffres dénotent une attention particulière sur l'importance de la surveillance des décès maternels, périnataux et riposte qui est un processus qui fait partie intégrante des efforts d'amélioration de la qualité des soins visant à réduire les décès maternels, les mortinaissances et les décès néonataux évitables.

Ce processus repose sur l'identification des décès, la notification et la détermination de leurs causes, ainsi que sur la définition d'interventions propres à prévenir de futurs décès. La désignation de groupe ou individus chargés de mener ces interventions, la mise en œuvre d'un programme et d'un mécanisme de suivi font également partie des activités de la surveillance des décès maternelles, périnatales et ripostes.

Depuis 2014, la Guinée dispose d'un guide national de surveillance des décès maternels, néonataux et riposte et d'un arrêté d'institutionnalisation pour la mise œuvre de cette stratégie dans le pays. Ce guide et ces outils de formation ont été révisés/actualisés en 2021.

Cependant, ces documents et outils sont aujourd'hui devenus caduques suite à la publication des mises à jour sur la SDMPR en 2022 et le guide de revue des décès périnataux intitulés « Pour que chaque enfant compte » en 2021. Il apparaît aussi intéressant de tenir compte non seulement des nouvelles orientations mais aussi l'expérience des pays tiers ayant réalisé des progrès significatifs reconnus sur le plan international tel que l'exemple de la République Unie de Tanzanie, en vue d'accélérer l'atteinte des résultats en Guinée.

Par ailleurs, la revue annuelle de la SDMPR et SONU tenue en février 2025 a révélé des insuffisances de prise en compte des orientations l'OMS en la matière ainsi qu'un manque de clarté dénoncé par les acteurs qui ont recommandé la révision des directives en vue de les adapter aux réalités et actualités guinéennes.

C'est dans cette optique que le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique à travers la Direction Nationale de la Santé Familiale et la Nutrition avec l'appui de Banque Mondiale, sollicite le concours d'un consultant national pour mettre à jour (réviser) les directives nationales de surveillance des décès maternels, périnataux et riposte et les autres outils.

¹ MICS de 2018

² Enquête MICS réalisée en 2016

³ EDS 2018

⁴ Track 20 2023

II. OBJECTIF ET RESULTATS ATTENDUS

2.1. Objectif général

Réviser le guide de surveillance des décès maternels, périnataux et riposte en vue de doter le pays des directives nationales actualisés en la matière.

2.2. Objectifs spécifiques

- Actualise le document de guide opérationnel de la surveillance des décès maternels, périnataux et ripostes en tenant compte du contexte guinéen ;
- Elaborer le plan de suivi-évaluation.

2.3. Résultats attendus

- Le document de guide d'opérationnalisation de la surveillance des décès maternels, périnataux et ripostes en tenant compte du contexte Guinéen est actualisé (avec prise en compte du concept périnatal ;
- Le plan de suivi-évaluation est élaboré.

III. METHODOLOGIE

L'élaboration de ce guide sera conduite par le ou la consultant (e).

La méthodologie sera participative et inclusive en prenant en compte le contexte guinéen sous la direction du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique à travers la Direction Nationale de la Santé Familiale et de la Nutrition (DNSFN).

L'élaboration du Guide en se servant de la revue documentaire en privilégiant le contexte Ouest Africain, des leçons apprises dans la mise en œuvre des directives de la surveillance des décès maternels, néonataux et riposte des années précédentes dans le pays et les attentes des parties prenantes.

Organisation d'un atelier d'un (1) jour de validation de la version finale du Guide sur la SDMPR et sa finalisation en prenant en compte les amendements proposés par les parties prenantes.

IV. LIVRABLES

- le rapport de chaque étape du processus d'élaboration du document est partagé ;
- le draft du guide révisé/élaboré est techniquement validé
- la version finale du guide incluant les recommandations de la validation technique
- Draft du plan de suivi évaluation

V. MISSION DU CONSULTANT

Le/la consultant(e) révisera les directives de la SDMPR, à cet effet, il/elle :

- Collectera les documents disponibles pour la Guinée, les nouvelles publications de l'OMS ainsi que les documents modèles (directives) d'autres pays et d'autres institutions internationales en la matière ;
- Faire une analyse comparative de ces documents avec les directives actuelles de la Guinée ;

- Identifier les mises à jour nécessaires pour l’actualisation des directives nationales de la Guinée ;
- Rédiger le premier draft de la version révisée ou mise à jour des directives de la SDMPR de la Guinée ;
- Présenter le premier draft des directives révisées aux parties prenantes pour recueillir leurs amendements et suggestions d’amélioration ;
- Finaliser les directives de la SDMPR en prenant en compte les amendements et suggestions d’amélioration apportés par les parties prenantes ;
- Elaborer le plan de suivi-évaluation.

Tâches spécifiques des consultants

- Définir une méthodologie de travail ;
- Elaborer un plan et un chronogramme de travail ;
- Mettre en œuvre le chronogramme pour la réalisation de la mission.

VI. DUREE DE LA CONSULTATION

La durée d’élaboration du Guide de la SDMPR est de 60 jours ouvrables à compter de la date de signature du contrat avec un effort de 20 hommes/jours.

VII. PROFIL DU CONSULTANT

Le consultant doit avoir :

- Un diplôme universitaire (Bac+5) en santé publique ou disciplines connexes.
- une expertise avérée de plus de 7 ans dans la rédaction des documents normatifs pour la santé
- Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de la santé maternelle, néonatale et infantile ;
- une bonne connaissance du système de santé guinéen et des différentes parties prenantes locales ;
- une expérience dans la mise à jour et/ou l'élaboration de documents stratégiques (guide, directives, documents de politique, plan stratégique...) ;
- une expérience dans la mise en œuvre de la stratégie de surveillance des décès maternels, néonataux et riposte en cours serait un atout ;
- Bonnes capacités d’animation d’ateliers de travail
- Être disponible immédiatement.

Langues

- Excellente maîtrise du français (oral et écrit), et une connaissance de l’anglais serait un atout.

VIII. ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra contenir les éléments essentiels suivants :

- une lettre de motivation détaillant l’expérience pertinente ;
- le curriculum vitae actualisé
- les copies scannées des diplômes/attestations de services rendus ;

- une proposition de méthodologie et ébauche de plan de travail
- Liste d'au moins trois références professionnelles.

IX. METHODE DE SELECTION

Le consultant sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de Consultants Individuels telle que défini dans (« Le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement édition Septembre 2023 »), (« le Règlement de passation des marchés »).

X. BUDGET

Le budget de cette activité couvrira les honoraires du consultant, les frais liés à la réunion de cadrage et l'atelier de validation.